



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/458
22 septembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
Point 88 de l'ordre du jour

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES,
COMMUNIQUÉS EN VERTU DE L'ALINÉA e DE L'ARTICLE 73 DE
LA CHARTE DES NATIONS UNIES

Rapport du Secrétaire général

1. En application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, "les Membres des Nations Unies qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes" acceptent de communiquer régulièrement au Secrétaire général des renseignements "... relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires dont ils sont respectivement responsables, autres que ceux auxquels s'appliquent les Chapitres XII et XIII". En outre, l'Assemblée générale, dans plusieurs résolutions dont la plus récente est la résolution 49/39 du 9 décembre 1994, a prié les puissances administrantes intéressées de "communiquer ou de continuer de communiquer au Secrétaire général les renseignements demandés à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, ainsi que des renseignements aussi complets que possible sur l'évolution politique et constitutionnelle dans les territoires en question".

2. Le tableau figurant en annexe au présent rapport indique les dates auxquelles les renseignements demandés en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte et relatifs aux années 1992 à 1995 ont été transmis au Secrétaire général.

3. Les renseignements communiqués en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte suivent en général la présentation type approuvée par l'Assemblée générale; ils concernent la géographie, l'histoire, la population, les conditions économiques et sociales et la situation de l'enseignement dans les territoires considérés. Les rapports annuels présentés par les États-Unis d'Amérique, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur les territoires qu'ils administrent contiennent également des renseignements sur des questions constitutionnelles. Le représentant de la Nouvelle-Zélande fournit aussi des renseignements concernant l'évolution politique et constitutionnelle des Tokélaouans, au cours des séances du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la

Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
Les trois pays, enfin, communiquent par ailleurs des informations complémentaires sur lesdits territoires.

4. En application des dispositions du paragraphe 5 de la résolution 1970 (XVIII) du 16 décembre 1963 et des autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment la résolution 49/39, le Secrétariat utilise les renseignements qui lui sont communiqués sur chaque territoire pour établir les documents de travail destinés au Comité spécial. Le Comité spécial a pris ces renseignements en considération dans les décisions qu'il a formulées à l'égard de ces territoires et qui figurent aux chapitres appropriés du rapport présenté par le Comité à la présente session de l'Assemblée générale [voir A/50/23 (Parties V à VII)]. Le rapport rend également compte des mesures prises par le Comité spécial en application de la résolution 1970 (XVIII) (A/50/23 (Partie IV), chap. VIII).

Annexe

DATES AUXQUELLES ONT ÉTÉ COMMUNIQUÉS LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS CONFORMÉMENT
À L'ALINÉA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTRE DES NATIONS UNIES ET PÉRIODES AUXQUELLES
ILS SE RAPPORTENT ^a

	Renseignements communiqués en 1994		Renseignements communiqués en 1995	
	Date de réception	Période considérée	Date de réception	Période considérée
ESPAGNE				
Sahara occidental ^e	—	—	—	—
FRANCE				
Nouvelle-Calédonie ^e	—	—	—	—
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (1er octobre-30 septembre) ^f				
Guam	—	—	—	—
Îles Vierges américaines	—	—	—	—
Samoa américaines	—	—	—	—
NOUVELLE-ZÉLANDE (1er juillet-30 juin) ^e				
Tokélaou	28 avril 1994 18 juillet 1994	1993/94 1992/94	3 août 1995	1993/94
PORTUGAL				
Timor oriental ^d	—	—	—	—
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD				
Anguilla	19 août 1994	1992/94	5 sept. 1995	1994/95
Bermudes	4 avril 1994 15 juillet 1994	1993 1992/94	10 juillet 1995	1995
Gibraltar	16 septembre 1994	1992	21 août 1995	1993
Îles Caïmanes	—	—	—	—
Îles Falkland (Malvinas)	12 mai 1994	1993/94	—	—
Îles Turques et Caïques	—	—	—	—
Îles Vierges britanniques	—	—	—	—
Montserrat	26 août 1994	1992/93	—	—
Pitcairn	16 septembre 1994	1992/93	—	—
Sainte-Hélène (y compris Tristan da Cunha)	23 septembre 1994	1993/94	—	—

(Voir notes page suivante)

(Notes de l'annexe)

^a On trouvera la liste préliminaire des territoires auxquels s'applique la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960) dans Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour (A/5446/Rev.1), annexe I.

^b Dans sa résolution 41/41 A du 2 décembre 1986, l'Assemblée générale "considère que, en vertu des dispositions du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies et des résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) de l'Assemblée générale, la Nouvelle-Calédonie est un territoire non autonome au sens de la Charte".

^c Période allant du 1er juillet de l'année indiquée au 30 juin de l'année suivante.

^d Dans une note verbale datée du 6 avril 1979 (A/34/311), le Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que la situation qui régnait encore au Timor oriental empêchait le Gouvernement portugais d'assurer comme il le devait l'administration de ce territoire. Par la suite, il a informé le Secrétaire général (voir A/35/233, A/36/160, A/37/113, A/38/125, A/39/136, A/40/159, A/41/190, A/42/171, A/43/219 et A/44/262) que son gouvernement n'avait rien à ajouter aux renseignements déjà communiqués dans cette note. Le Secrétaire général a été également informé par le Représentant permanent (A/45/172, A/46/131, A/47/189, A/48/130, A/49/184 et A/50/214) que le Gouvernement portugais, qui demeurait concrètement empêché d'exercer ses responsabilités concernant l'administration du Timor oriental en raison de l'occupation illégale de ce dernier par un pays tiers, n'était toujours pas en mesure de communiquer de renseignements au sujet de ce territoire.

^e Le Représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies a, le 26 février 1976, informé le Secrétaire général comme suit : "Le Gouvernement espagnol met, à compter de la présente date, définitivement fin à sa présence dans le territoire du Sahara et juge nécessaire d'indiquer ce qui suit : ... a) l'Espagne se considère désormais dégagée de toute responsabilité de caractère international en ce qui concerne l'administration dudit territoire, en cessant de participer à l'administration provisoire qui y a été mise en place..." (A/31/56-S/11997). (Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente et unième année, Supplément de janvier, février et mars 1976.)

^f Période allant du 1er octobre de l'année précédente au 30 septembre de l'année indiquée.
